

RAPPORT DE CONSULTATION

Youth Goal #3

**Ensemble pour une société
inclusive**



<u>Avant-propos</u>	<u>3</u>
<u>Thématique de la campagne</u>	<u>4</u>
<u>Caractéristiques des répondant·e·s</u>	<u>5</u>
<u>Quels obstacles à la pleine inclusion des jeunes ?</u>	<u>6</u>
<u>Accès aux soins et aux droits sociaux</u>	<u>7</u>
<u>Accès à une éducation de qualité</u>	<u>8</u>
<u>Accès à des opportunités de travail de qualité</u>	<u>9</u>
<u>Focus inclusion : l'accès aux loisirs</u>	<u>11</u>
<u>Quel type de soutien efficace existe-t-il actuellement pour permettre l'inclusion de tous·tes les jeunes dans la société ?</u>	<u>12</u>
<u>Accès aux soins et aux droits sociaux</u>	<u>12</u>
<u>Accès à une éducation de qualité</u>	<u>13</u>
<u>Accès à des opportunités de travail de qualité</u>	<u>15</u>
<u>Focus inclusion : l'accès aux loisirs</u>	<u>15</u>
<u>Soutien apporté par le secteur jeunesse</u>	<u>16</u>
<u>Quelles pistes d'amélioration pour permettre l'inclusion de tous·tes les jeunes dans la société ?</u>	<u>17</u>
<u>Accès aux soins et aux droits sociaux</u>	<u>17</u>
<u>Accès à une éducation de qualité</u>	<u>18</u>
<u>Focus inclusion : l'accès aux loisirs</u>	<u>18</u>
<u>Comment le travail de jeunesse et le domaine de la jeunesse peuvent-ils mieux permettre la pleine inclusion de tous·tes les jeunes dans la société, en particulier les jeunes ayant moins d'opportunités ?</u>	<u>19</u>
<u>Le mot de la fin</u>	<u>20</u>

RAPPORT DE CONSULTATION

Avant-propos

Ce **rapport** est construit sur la base des résultats de la **consultation qualitative** et **quantitative** mises en place dans le cadre du **processus du Dialogue UE Jeunesse**.

Pendant 6 mois, des jeunes de toute la France ont répondu à un sondage en ligne afin de partager leurs opinions sur la thématique de cette campagne intitulée "sociétés inclusives".

En parallèle, la **consultation qualitative** s'appuie sur les retours de **156 jeunes** et a été organisée dans le cadre de **7 ateliers** avec les **organisations** suivantes :

- **Anestaps** (Association Nationale des Étudiants en STAPS)
- **Crajep Polynésie** (Comité pour les relations régionales des associations de jeunesse et d'éducation populaire)
- **Crajep Réunion** (Comité pour les relations régionales des associations de jeunesse et d'éducation populaire)
- **FAGE** (Fédération des Associations Générales Étudiantes)
- **Jeunes Européens France**
- **MFR** (Maisons Familiales et Rurales)
- **UFAL** (Union des Familles Laïques)

La **consultation quantitative** s'appuie sur **1809 répondant·e·s** consulté·e·s par un **sondage en ligne**.

NB : la mention du terme "la majorité" fait référence aux tendances qui se croisent sur au moins 3 ateliers.

RAPPORT DE CONSULTATION

Thématique de la campagne



Youth Goal #3*:

Ensemble pour une société inclusive

Permettre et garantir l'inclusion de tous·tes les jeunes dans la société.

1/3

des jeunes en Europe sont en situation précaire et d'exclusion sociale.

Beaucoup n'ont pas accès à leurs **droits sociaux**, à des **conditions de travail descentes** ou à une **éducation et des soins de qualité**.

Nombreux·ses sont celles et ceux qui font face à de multiples **discriminations**, expérimentent des préjudices et sont victimes de **crimes de haine**.

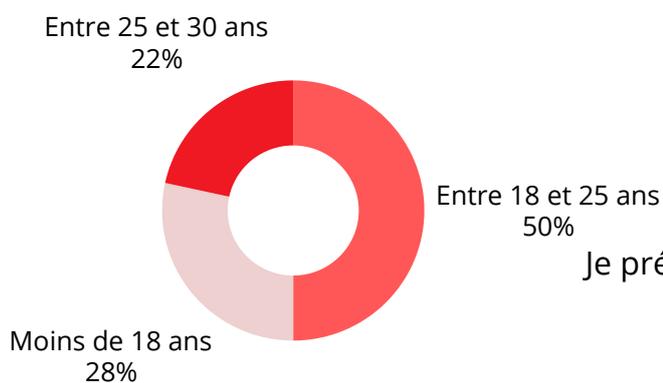
L'objectif pour la jeunesse #3 entend répondre aux besoins et nécessités des jeunes afin que chacune et chacun se sentent inclu·e·s et légitimes dans la société.

*Les 11 Objectifs européens pour la jeunesse résultent d'un grand sondage auprès de 50.000 jeunes européen·e·s, datant de 2018. Ils résument les problèmes qui affectent les jeunes en Europe et mettent en avant les priorités politiques importantes pour elles et eux.

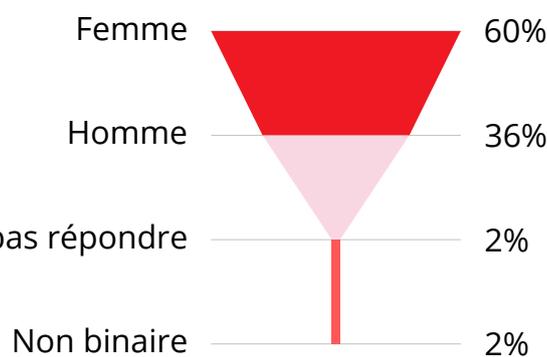
RAPPORT DE CONSULTATION

Caractéristiques des répondant·e·s

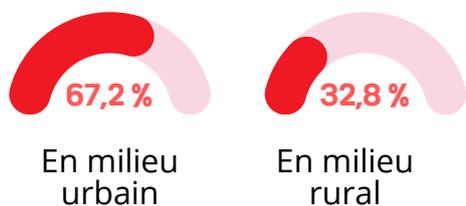
L'âge des répondant·e·s (1) :



Le sexe des répondant·e·s (2) :



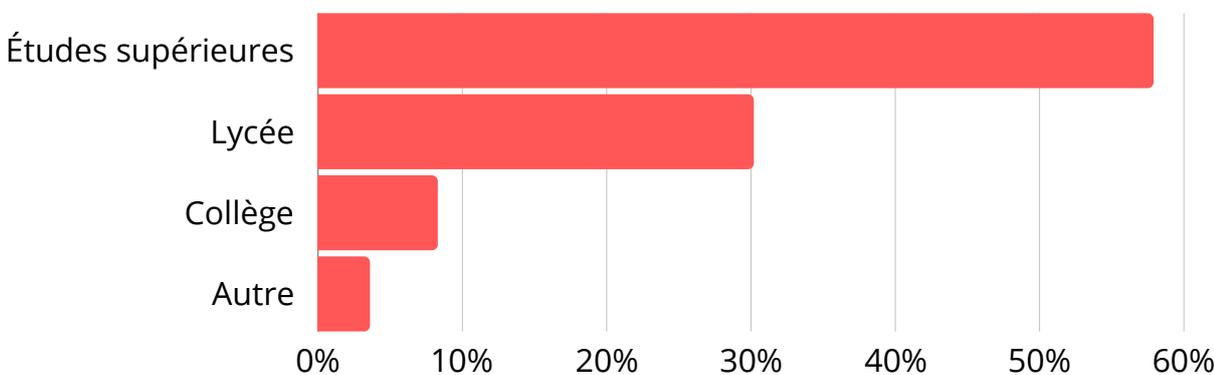
Les répondant·e·s vivent (3) :



Les répondant·e·s bénéficiant d'une aide (4) :



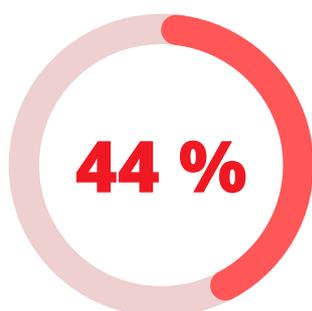
Le niveau d'études des répondant·e·s (5) :



(1) (2) (3) (4) (5) La totalité du panel à répondu à cette question.

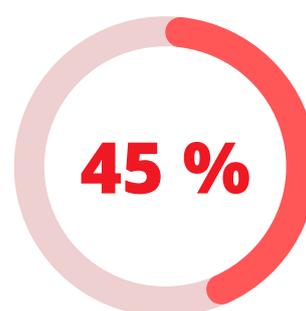
Quels obstacles à la pleine inclusion des jeunes ?

Au cours de votre parcours, avez-vous déjà été discriminé·e ? (1)



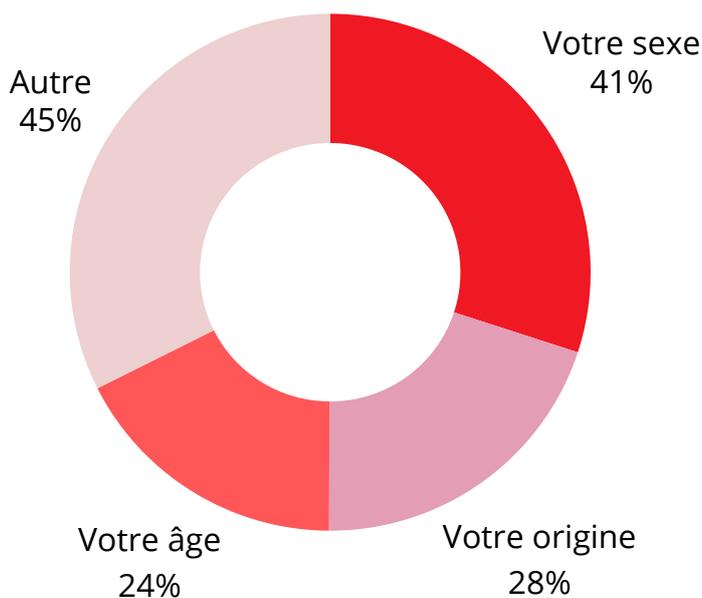
des **jeunes sondé·e·s** estiment avoir déjà été **discriminé·e·s** au cours de leur parcours.

Parmi elles et eux



estiment avoir été **discriminé·e·s** pour des **raisons d'apparence physique et/ou de handicap**.

Si oui, était-ce en lien avec ? (2)



L'objectif fixé par l'Union Européenne :

Offrir une protection juridique et faire respecter les instruments juridiques internationaux pour lutter contre toutes les formes de discrimination et de discours de haine, en reconnaissant que les jeunes sont sujets à plusieurs formes de discrimination.

(1) La totalité du panel a répondu à cette question.

(2) 802 répondant·e·s à cette question sur le panel total de 1809 de répondant·e·s.

Accès aux soins et aux droits sociaux

La **majorité des jeunes sondé·e·s** disent que le **territoire** français est assez **hétérogène en matière d'accès aux soins**.

Les jeunes constatent des « **déserts médicaux** » en **zone rurale** et dans les **territoires d'Outre-Mer** notamment. Ils·elles soulignent également que l'accès à certains spécialistes de santé, à des centres d'analyses, à des hôpitaux est difficile.



Pour les jeunes de Polynésie, il faut se déplacer à Tahiti (île principale) pour faire certains soins.



L'objectif fixé par l'Union Européenne :



Renforcer le soutien social en mettant en œuvre le droit à un salaire décent, des conditions de travail équitables, l'accès universel à des soins de santé de qualité et en garantissant des mesures spécifiques pour les jeunes marginalisés.

Certains rendez-vous médicaux nécessitent un temps d'attente important alors qu'il s'agit parfois de problèmes d'urgence. Les jeunes rencontrent également des **difficultés administratives** pour remplir certains documents et **manquent d'informations**.

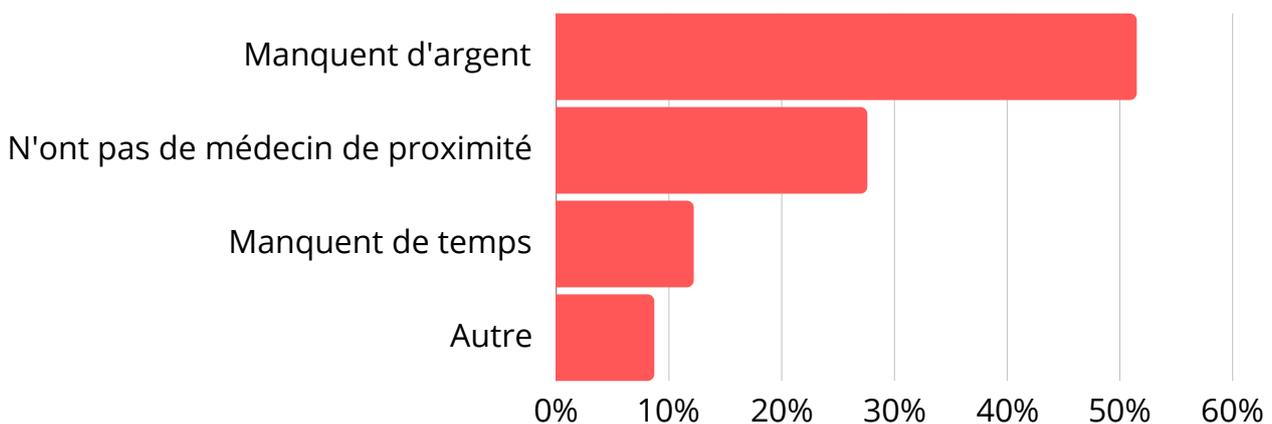


Le Service de Santé Etudiant est jugé inadapté voire discriminant.

D'autres jeunes soulignent la non prise en charge et le manque de considération des problèmes de santé mentaux.

Il y a également une difficulté pour les jeunes issu·e·s de familles non régularisées pour accéder aux soins.

Selon vous, si certain·e·s jeunes ne se font pas soigner, c'est parce qu'ils·elles : (1)



Accès à une éducation de qualité

La majorité des jeunes ayant répondu expriment que le système scolaire en France est gratuit mais **engendre des frais annexes** comme l'achat de fournitures, la location d'un appartement pour faire des études supérieures, ce qui est difficile voire rendu impossible pour les plus précaires. Les problèmes financiers, les situations de précarité et le milieu social d'origine ont été clairement identifiés comme **un frein à une éducation de qualité** dans le système primaire, secondaire ou supérieur.



Un souci de littératie entre les aides qui existent et la visibilité des informations a été soulevé.



*D'autres jeunes soulignent les problèmes d'**accessibilité en termes d'infrastructure** pour les personnes en situation de handicap.*

Selon vous, pour les jeunes les moins favorisé·e·s, il sera toujours plus difficile d'avoir accès à : (1)

#1 des études supérieures

#2 un logement

#3 un salaire décent

#4 un premier emploi

#5 des soins



L'objectif fixé par l'Union Européenne :

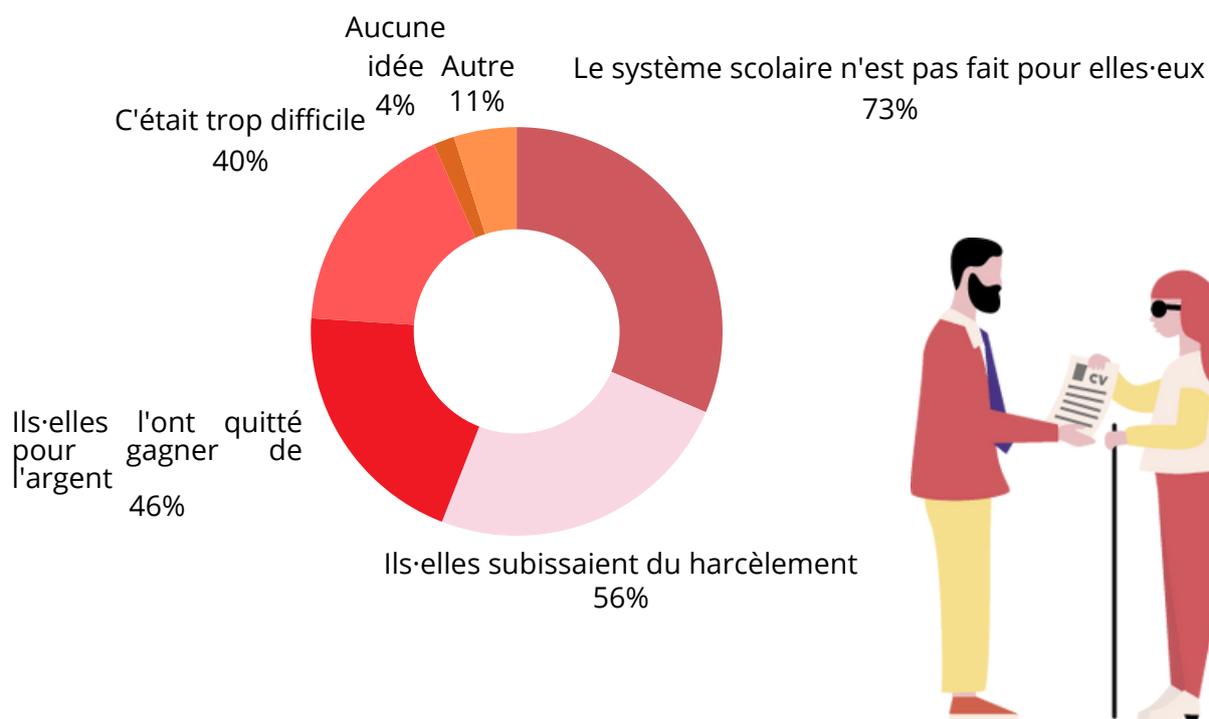
Assurer que tous les jeunes marginalisé·e·s* aient un accès égal aux environnements de travail formels et non formels, en abordant toutes les dimensions de l'inclusion.



(1) La totalité du panel à répondu à cette question.

*Tel que traduit de l'anglais

Selon vous, si certain·e·s jeunes ne sont plus dans le système scolaire, c'est parce que : (1)



Accès aux opportunités de travail de qualité

Concernant l'accès à des conditions de travail descentes, une partie des jeunes interrogé·e·s expliquent que l'offre de filières pour se former à certains métiers **n'est pas suffisante pour exercer un emploi qui leur plait réellement**, qu'il faut aller étudier dans des grandes villes et déménager, qu'il faut pouvoir avoir son permis pour travailler selon la région dans laquelle on habite.



Il s'agit de noter un manque d'accompagnement pour les jeunes dans la recherche d'emploi.

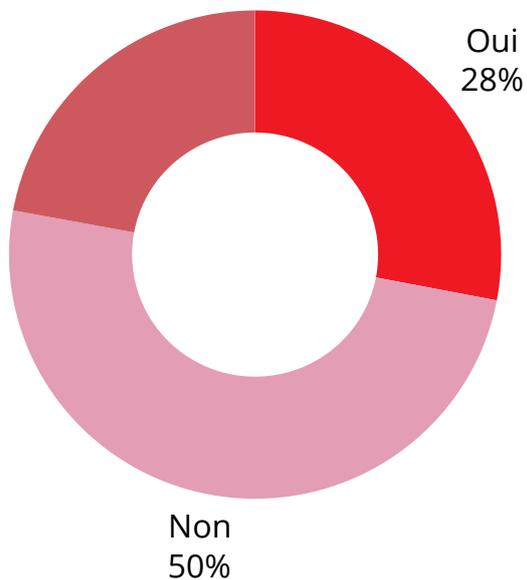


Les jeunes habitant·e·s de territoires ultra-marins soulignent l'inefficacité des transports en commun sur leurs territoires, ce qui rend difficile leurs déplacements de manière autonome et l'accès à certains métiers sans permis de conduire et/ou voiture.

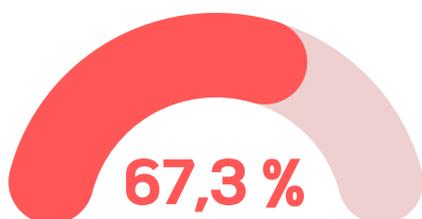
(1) La totalité du panel à répondu à cette question.

Avez-vous déjà eu accès à un contrat à durée indéterminée ? (1)

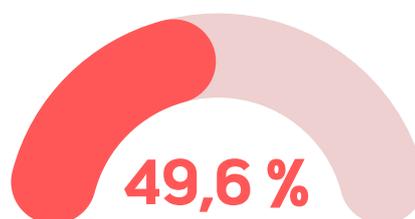
Je ne suis pas en âge de travailler
22%



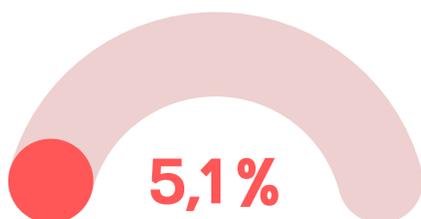
Selon vous, pour avoir accès à un premier emploi il faut un : (2)



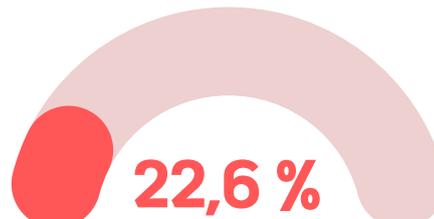
Réseau de
bonnes
connaissances



Diplôme
supérieur



Physique de
star



Autre

(1) (2) La totalité du panel à répondu à cette question.

Focus inclusion : l'accès aux loisirs

Lors de la consultation, et en rapport avec la question de l'inclusion des jeunes, certain·e·s jeunes originaires de territoires ultra-marins ont identifié **le manque d'accès aux loisirs** comme un obstacle à la pleine inclusion.



Ils·elles ont expliqué qu'ils·elles manquent de lieux de rassemblement pour les jeunes.

Il y a un manque des structures d'accès aux loisirs tels que des fast food, des cinémas, des boîtes de nuit pour faire « comme tous les jeunes ».

Quel type de soutien efficace existe-t-il actuellement pour permettre l'inclusion de tou·tes les jeunes dans la société ?

Accès aux soins et aux droits sociaux

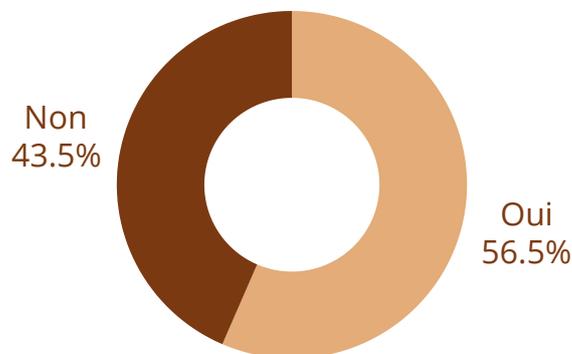
La majorité des jeunes explique qu'il existe le **dispositif de sécurité sociale** en France qui permet aux jeunes d'accéder aux soins et de rembourser leurs frais médicaux.

Pour les étudiant·e·s, il existe également le **service de santé étudiant** qui propose des consultations médicales régulières, l'accès à certains professionnels de santé et des campagnes de sensibilisation.

Également, il existe des espaces qui permettent de se faire dépister de manière anonyme, gratuite et sans ordonnance et avoir accès à des préservatifs gratuitement.



Connaissez-vous les aides financières pour les jeunes ? (1)



Le système de la CAF (Caisse d'Allocations Familiales) est bien identifié par les jeunes sondé·e·s. Il permet d'avoir accès à des soutiens financiers de type APL (Aide Personnalisée aux Logements) pour les jeunes de moins de 30 ans en fonction de leur revenu ou encore le RSA.



La bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux permet aux étudiant·e·s d'avoir des versements d'argent par mois pour les aider à payer leur logement et leur nourriture.



Le système du CROUS (Centre régional des œuvres universitaires et scolaires) permet d'avoir accès à des logements et des repas moins chers pour les étudiant·e·s de l'enseignements supérieurs.

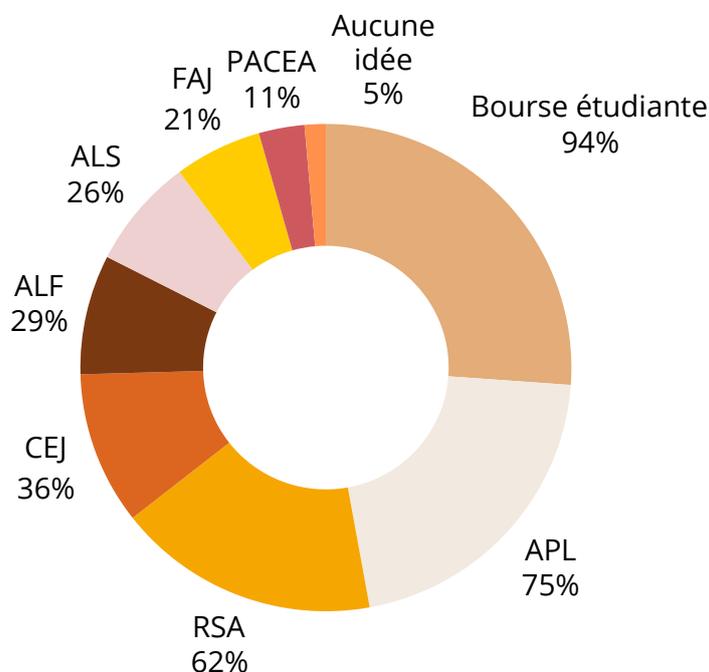
(1) La totalité du panel à répondu à cette question.



Liste des dispositifs existants permettant l'accès aux droits sociaux et aux soins cités au moins une fois dans un atelier :

- Pour les jeunes en situation de handicap : MDPH (Maison départementale pour les personnes handicapées) et AESH (accompagnant des personnes en situation de handicap)
- Aides sociales du CROUS : bourses, ASAA (Allocation Spécifique pour étudiant en difficulté), ASAP (Aide spécifique ponctuel pour étudiant en difficulté)
- Aides sociales de la Région, de l'agglomération, du département, université, État
- Aides de la Caf : APL, RSA
- Logements sociaux : HLM
- Aide à la santé : complémentaire santé solidaire, service de santé étudiant, chèque psychologue

Si oui, quelles aides connaissez-vous ? (1)



Parmi un des groupes interrogés, des jeunes venant de la Martinique soulignent que les dispositifs d'aide ne sont **pas assez connus** et qu'il est parfois difficile pour eux de s'occuper des **démarches administratives**.

Parmi un des groupes interrogés vivant dans plusieurs îles de l'archipel Polynésien, les jeunes expliquent qu'il **n'existe pas de RSA ni de soutien financier d'aide au logement pour les jeunes** sur le territoire, à l'inverse de ce que l'on peut trouver en France hexagonale ou dans les autres territoires ultra-marins. Cependant, l'accès à la bourse étudiante est possible.

Ils·elles expliquent également qu'il y a un système de sécurité de prévoyance sociale mais qu'il faut travailler pour en bénéficier ou être l'ayant droit d'un parent qui travaille.

(1) La totalité du panel à répondu à cette question.

Accès à une éducation de qualité

Concernant ce qui existe et qui fonctionne bien pour permettre l'accès à une éducation de qualité, la majorité des jeunes interrogé·e·s parlent des systèmes de **soutien scolaire comme le tutorat et le mentorat** afin de guider l'apprentissage. Ils soulignent également la possibilité des programmes d'échange Erasmus + comme un levier.



Liste des dispositifs existants permettant l'accès à une éducation de qualité cités **au moins une fois** dans un atelier :

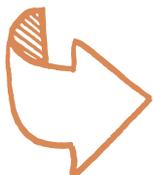
- *Classes ULIS (Unités localisées pour l'inclusion scolaire) /SEGPA (Section d'enseignement général et professionnel adapté)*
- *PPRE (Programme personnalisé de réussite éducative)*
- *PAP (Projet d'accompagnement personnalisé)*
- *PAI (Projet d'accueil individualisé)*
- *PPS (Projet personnalisé de scolarisation)*
- *FLE (Français Langue Etrangère)*
- *CAPPEI (permet à un enseignant d'être affecté à titre définitif sur un poste qui relève de l'adaptation scolaire ou de la scolarisation des élèves en situation de handicap)*
- *ERASMUS+*
- *ZEP/REP (Réseau d'Education Prioritaire)*
- *Contrat Engagement Jeune*
- *Formation PSSM (premier secours en santé mentale)*
- *Traduction pour les étudiantes étrangères (mis en place dans certaines universités)*
- *Tiers temps*
- *Tutorat/Mentorat*



Accès à des opportunités de travail

La majorité des jeunes expliquent qu'ils-elles peuvent avoir recours à des services pour les aider dans leur choix de métiers ou de formation, comme les centres d'informations et d'orientations, les missions locales, les forums des métiers et de formations.

Ils-elles expliquent néanmoins que **certains sont plus efficaces que d'autres** et **répartis de manière hétérogène sur le territoire**.



Liste des dispositifs existants permettant l'accès à un travail cités **au moins une fois** dans un atelier :

- *Forums des métiers*
- *Forums de l'orientation*
- *Service universitaire orientation et insertion professionnel (SCUIO-IP)*
- *MIO : maison d'information et de l'orientation.*
- *CLIP : Cellule locale à insertion professionnelle*
- *Dispositif ambassadeur STAPS : intervention dans les lycées*
- *CROUS : JOBAVIZ*
- *C.I.O Centre d'Information et d'Orientation*
- *Missions locales*
- *Corps Européen de Solidarité*
- *Maison des Etudiants*



Focus inclusion : l'accès aux loisirs



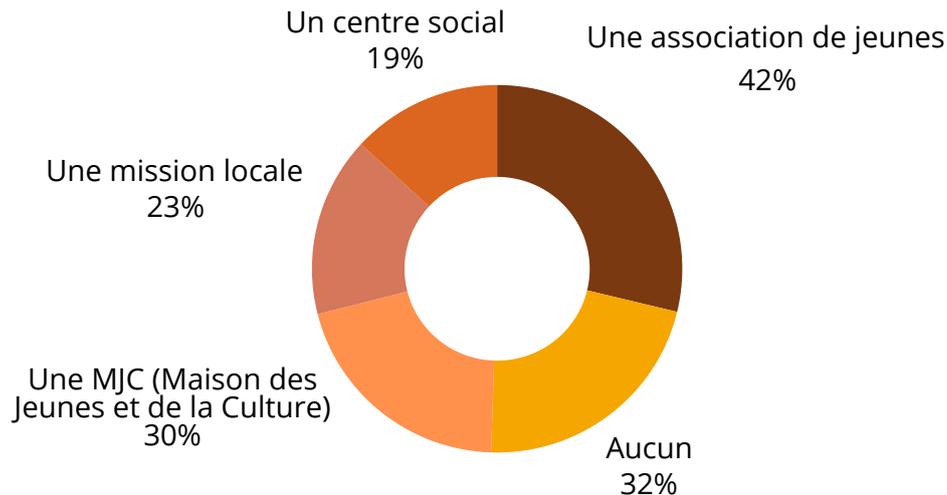
Une partie des jeunes ont identifié **le Pass culture et sport**.

Celui-ci permet d'avoir accès à des expositions, des musées gratuitement ou à des prix réduits. Ces dispositifs apparaissent comme un levier pour permettre l'inclusion.

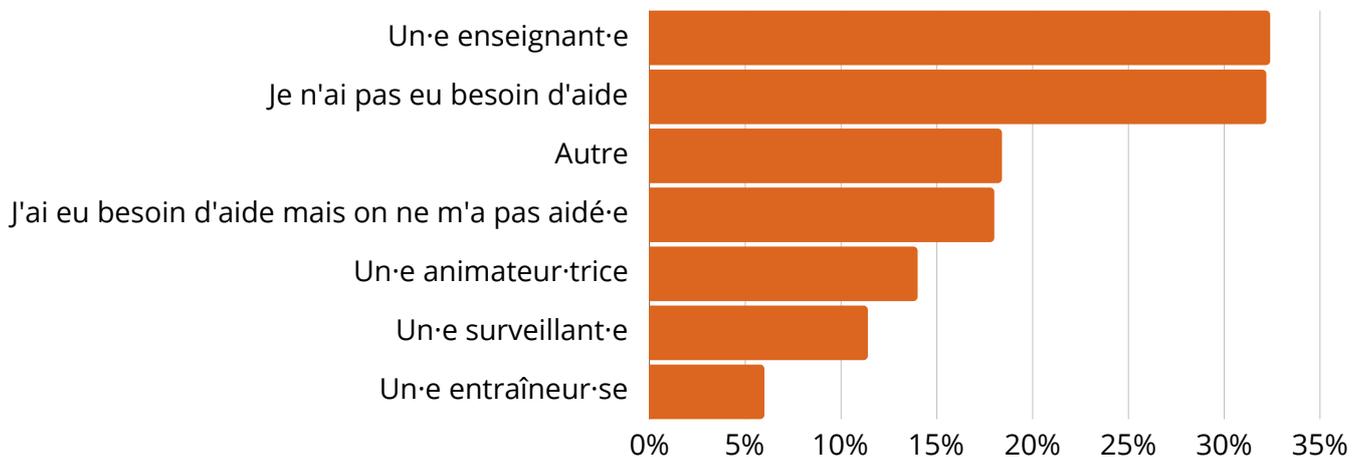
Soutien apporté par le secteur jeunesse

Certain·e·s jeunes ont identifié des lieux qui permettent de favoriser l'inclusion et qui sont efficaces, comme les MJC (Maison des Jeunes et de la Culture). Ces espaces leur permettent de réaliser des projets musicaux, culturels ou associatifs.

Au cours de votre vie, vous-êtes vous déjà rendu·e sur ce lieu ? (1)



Lorsque vous en avez eu besoin [d'une aide], avez-vous déjà été aidé par ? (2)



L'objectif fixé par l'Union Européenne :

Renforcer les capacités des éducateurs à travailler avec les jeunes marginalisé·e·s.



(1) (2) La totalité du panel à répondu à cette question.

Quelles pistes d'amélioration pour permettre l'inclusion de tou·tes les jeunes dans la société ?

Dans cette partie, on observe que les jeunes sont déjà **dans la proposition de recommandations**, ce qui constituera l'objectif du Festival Provox 2024.

Accès aux droits sociaux et à des soins de qualité

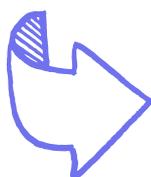
La majorité des jeunes ont souligné le **manque d'information** sur certains types d'aides sociales ou de services d'orientation.

Ils·elles s'accordent à dire qu'il est nécessaire de mener davantage de campagnes de sensibilisation, d'améliorer la communication sur les services publics et sociaux et d'accroître l'efficacité de tous les services d'orientation.

Certain·e·s jeunes ont identifié le fait que le revenu de solidarité actif (RSA) ne fonctionne qu'à partir de 25 ans.

Ce critère est jugé problématique au regard de la situation financière des étudiant·e·s, identifiée comme un obstacle à l'inclusion. Ils·elles ont suggéré **un revenu universel pour les jeunes** afin de combler cette lacune.

Certain·e·s jeunes ont souligné l'importance d'apprendre sur leur temps scolaire à **effectuer certaines tâches administratives** qu'ils·elles devront entreprendre en tant que jeunes adultes.



Les jeunes recommandent l'accès à des visites médicales obligatoires au long du parcours scolaire et supérieur, la mise à disposition de protections hygiéniques gratuites dans les établissements, un congé menstruel valable dans le scolaire et le supérieur.



**Tel que traduit de l'anglais*



L'objectif fixé par l'Union Européenne :

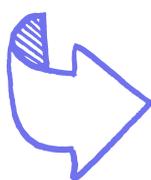
Renforcer la diffusion d'informations auprès des jeunes marginalis·é·s*, afin de garantir qu'ils·elles soient informé·e·s des espaces, des opportunités et des expériences qui leur sont accessibles.



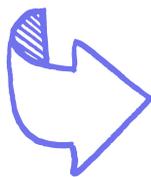
Accès à une éducation de qualité

La majorité des jeunes a souligné la nécessité de **promouvoir l'inclusion à l'école et au travail**. Par exemple, avoir une formation ou un cours spécifique sur l'inclusion pour lutter contre les discriminations.

Les établissements scolaires et supérieurs devraient être homogénéisés en termes de structures pouvant accueillir des personnes à mobilité réduite.



Les jeunes venant de la Martinique expriment qu'il y a une inefficacité des espaces de vie scolaires qui ne promeuvent pas assez la participation citoyenne des jeunes et qu'il faut travailler dessus.



Également, adapter les programmes scolaires qui ne sont pas toujours en adéquation avec la réalité des territoires (les cours d'histoire sont basés sur l'histoire de la France hexagonale, l'histoire coloniale et pré-coloniale n'est pas enseignée).

Focus inclusion : accès aux loisirs

Parmi certaines recommandations, la délégation de jeunes de Martinique exprime le besoin d'avoir **plus d'espaces de loisirs** pour les jeunes tout en respectant le territoire de la Martinique et qu'il faudrait pouvoir **adapter les tarifs** d'accès à certaines structures en fonction des statuts.



L'objectif fixé par l'Union Européenne :

Fournir davantage d'espaces, d'opportunités, de ressources et de programmes pour favoriser le dialogue et la cohésion sociale, et lutter contre la discrimination et la ségrégation.

Comment le travail de jeunesse et le domaine de la jeunesse peuvent-ils mieux permettre la pleine inclusion de tou·te·s les jeunes dans la société, en particulier les jeunes ayant moins d'opportunités ?

La majorité des jeunes interrogé·e·s dans les ateliers souligne que le rôle des travailleurs de jeunesse (éducateurs, professeurs, entraîneurs, animateurs) est essentiel pour permettre une meilleure inclusion de tou·te·s les jeunes dans la société.



des jeunes sondé·e·s, **le rôle des travailleur·euse·s de jeunesse est primordial** pour **garantir l'inclusion** de tou·te·s.

Parmi les exemples de bonnes pratiques, les jeunes expriment la nécessité que les travailleur·euse·s de jeunesse soient **sensibilisé·e·s et mieux formé·e·s à certaines particularités** (handicap, genre), afin de mieux répondre à certains besoins des jeunes et pouvoir mieux orienter.

L'éducation populaire et le travail des associations de jeunesse est également mis en avant par les jeunes en tant **qu'opportunité pour permettre une meilleure inclusion.**

Les Maisons de quartier et les centres d'informations et d'orientation sont considérés par une grande partie des jeunes interrogé·e·s comme des ressources mais le personnel nécessite d'être **mieux formé et plus nombreux** pour accueillir plus favorablement les jeunes.

La majorité des jeunes interrogé·e·s expriment le besoin que les jeunes soient **plus représenté·e·s** dans des organismes qui travaillent avec des jeunes, dans les collectivités, dans les associations de jeunes pour permettre une meilleure inclusion.

Une partie des jeunes interrogé·e·s expliquent qu'il faut organiser des événements de type « inclusifs » notamment pour permettre une meilleure mixité.



L'objectif fixé par l'Union Européenne :

Renforcer les capacités des éducateurs à travailler avec les jeunes marginalisé·e·s.



L'objectif fixé par l'Union Européenne :

S'assurer que les jeunes marginalisé·e·s* participent à tous les processus de prise de décision et en soient des acteur·trice·s clés, en particulier dans les processus concernant leurs propres droits, leur bien-être et leurs intérêts.

*Tel que traduit de l'anglais

LE MOT DE LA FIN

Ensemble pour une société inclusive

Les résultats de cette consultation serviront de base de réflexion pour écrire les propositions de recommandations européennes lors du Festival Provox, les 5 et 6 juillet prochain à Rennes.

Pour consulter nos dernières campagnes et retrouver plus d'informations sur le processus du Dialogue UE Jeunesse :

<https://provox-jeunesse.fr/>

Nous suivre sur les réseaux :



@provox insta



@ProvoxJeunesse



Provox